



## Déclaration de la CGT Educ'Action 91

CTSD du 5 septembre 2014

Cette année scolaire commence par un remaniement ministériel qui oriente encore un peu plus la politique gouvernementale vers le libéralisme et l'austérité. Pour la Fonction Publique, les mauvais coups se poursuivent : salaires gelés depuis 2010 ; restrictions budgétaires ; baisses d'effectifs et précarité qui pèsent directement sur les conditions de travail, autant d'éléments de nature à altérer la qualité du service public rendu aux citoyens.

Et, ce ne sont surement pas les premières déclarations des membres du gouvernement, notamment du premier ministre à l'université d'été du MEDEF qui vont nous rassurer. Flicage des chomeurs, remise en cause des 35h... Ce gouvernement « de combat » mène une bataille contre les salariés !

Pour notre ministère, suite à l'éviction de Benoît Hamon, **Najat Vallaud-Belkacem** a été nommée ministre de l'Éducation nationale. La **CGT Educ'action** acte positivement que pour la première fois, une femme soit nommée à ce poste dans un ministère féminisé à 70 %... Nous attendons d'ailleurs que la Ministre mette en œuvre la politique d'égalité femmes/hommes qu'elle prônait dans son précédent ministère. Cependant, pour la **CGT Educ'action**, qu'importe le ministre en charge de l'Éducation nationale, si sa nomination ne se traduit pas par un changement de politique que nous revendiquons. En effet, que ce soit avec Vincent Peillon ou Benoît Hamon, la politique éducative a été sacrifiée à l'austérité. Les résultats sont très éloignés des promesses électorales.

**Nous n'attendons pas de miracles dans les ajustements de cette rentrée.**

Cette rentrée ne sera donc pas meilleure que les précédentes.

**Dans le second degré**, la rentrée n'est guère satisfaisante. La crise de recrutement due au gel des salaires et à des conditions de travail dégradées se poursuit. Les créations de postes sont insuffisantes au regard des besoins.

**Dans le 1<sup>er</sup> degré**, elle a été marquée par la **mise en place des rythmes scolaires** dans toutes les communes. Cette réforme, la **CGT Educ'action** l'a combattue et continuera à la combattre car elle

n'améliore ni les conditions de travail des personnels, ni les conditions d'apprentissage des élèves. Nous nous opposons au fait qu'une large marge de manœuvre soit laissée aux communes, ce qui va à la fois mettre en difficulté de nombreuses localités et creuser les inégalités territoriales. Les expérimentations à tout va, sans cadre national sur des horaires précis, vont induire des organisations différentes d'une commune à l'autre, même si elles sont dans un même département. La sécurité même des élèves est en jeu avec l'assouplissement des taux d'accueil. Cela va provoquer une nouvelle dégradation des conditions de travail des personnels.

Même si nous nous opposons à cette réforme, nous condamnons l'attitude de certains Maires qui pour des raisons politiciennes ont décidé seuls, sans le soutien des parents d'élèves ni des enseignants de cadenasser les écoles. L'école n'est pas la propriété du Maire.

Nous sommes surtout pour la déconnexion du temps élèves et du temps enseignant-e dans un cadre national, pour que les professeur-e-s des écoles ne passent que 18 h devant élèves et 6 h en concertation.

**La CGT Educ'action souhaite une autre école** où le travail en équipe se fait dans un cadre national apaisé et respectueux de chacun. Les récentes déclarations du gouvernement nous laissent dubitatifs quand à une suite en ce sens.

Mais que peut-on espérer alors que notre gouvernement s'obstine dans une voie qui offre tout au patronat au détriment des salarié-e-s, des retraité-e-s et des privé-e-s d'emploi ?

C'est aussi pourquoi la **CGT** appelle à une journée de lutte contre l'austérité et pour la protection sociale le jeudi 16 octobre.